



Les locaux de la coopérative Evel'Up, situés à Plouédern (29), le long de la RN12, ont fait l'objet de dégradations, le samedi 25 janvier. Une action revendiquée par le collectif Frites. Photo Laurent Aquilo

### Hervé Chambonnière

« Evel'Up participe à un modèle agricole où produire, sur une seule ferme, 26 000 porcs par an est envisageable. Un modèle agricole où un paysan se suicide tous les jours. Pour nous, des petites FRITES parmi d'autres, cela est révoltant et inadmissible. Nous avons, à notre sauce (la sauce barbecue), partagé, ce soir, l'intention d'abattre un élément d'un système violent et autoritaire. » Il n'est pas 6 h du matin, ce dimanche 26 janvier, quand la revendication tombe sur la boîte e-mail du Télégramme. Près de Landerneau (29), à Plouédern, un commando de quatre individus, revêtus de combinaisons, a ciblé, deux heures plus tôt, le siège social d'Evel'Up, numéro 2 français de la production de porcs. Qui a bien failli partir en fumée.

### Les codes de l'ultragauche

« Frites », c'est le nom du collectif qui vient de signer la revendication. Frites, pour « Forces révolutionnaires intergalactiques et territoriales en sauce ». Un nom clownesque, inconnu des services de sécurité, et

« Cela va donner des arguments à une profession déjà chauffée à blanc... »

une revendication au ton sarcastique, ironique et provocateur qui rappellent les codes qu'utilise parfois la mouvance d'ultragauche (situationnistes, autonomes...) mais aussi d'autres groupes radicaux écologistes comme les Clowns Army ou Extinction Rebellion, à leurs débuts. Sur le fond, le thème correspond aussi au combat défendu par les Soulèvements de la Terre (Zad de Notre-Dame-des-Landes, lutte contre les « mégabassines », contre l'agro-industrie, etc.), qui ont d'ailleurs pointé du doigt l'extension de la « mégaferme » de Landunvez (29), exploitation porcine à l'ouest de Brest pouvant produire jusqu'à 26 000 porcs par an, propriété de Philippe Bizien... président d'Evel'Up (et d'Inaporc, l'interprofession nationale porcine). « Mais, dans la forme, cela ne correspond pas à leurs pratiques de revendication. Ils sont plus solennels et adoptent un discours plus structuré, sans faire appel à des actions violentes », analyse un spécialiste de cette mouvance.

### Une profession

« chauffée à blanc »

« Ces acronymes et jeux de mots étaient très à la mode au sein du mouvement toto (autonome), à la fin des années 1970, appuie un militant breton de gauche radicale. Souvent, ces collectifs étaient éphémères et même créés pour une occasion unique. » Si l'on s'en tient à une analyse lexicale, « tout pointé dans cette

direction », convient la même source. Qui s'interroge : « Cela va donner des arguments à une profession déjà chauffée à blanc... »

La revendication vient effectivement jeter de l'huile sur le feu : tensions liées à la crise économique subie par les agriculteurs, aux élections (déjà tendues entre syndicats agricoles)

« Nous désapprouvons l'action menée contre le siège d'Evel'Up. Les nôtres se font dans le respect de la loi. »

### EAU ET RIVIÈRES

dans les Chambres d'agriculture, aux accusations d'« agribashing », aux méthodes de l'association de défense des animaux utilisés comme ressources alimentaires, L214 (intrusions et vidéos), aux contrôles de l'Office français de la biodiversité (OFB)... « Une voiture de l'OFB qui entre dans une exploitation sera brûlée sur place », averti, il y a quelques jours, le secrétaire général de la Coordination rurale... qui répondait à un syndicaliste de l'OFB comparant les agriculteurs refusant d'être contrôlés à des « dealers ».

« Nous désapprouvons »

Localement, militants écologistes et

éleveurs s'écharpent à propos des extensions d'exploitations porcines (la Bretagne concentre près d'une « ferme usine » sur deux en France, selon Greenpeace). Celle de Plouguerneau (au nord de Brest) a déjà recueilli plus de 20 000 signatures contre elle. Pour celle de Landunvez, appartenant au président d'Evel'Up, « nous sommes face à une exploitation qui a triplé ses capacités de production, avec une autorisation préfectorale accordée sur la base d'une procédure irrégulière, a estimé à deux reprises la justice administrative, avec une étude d'impact insuffisante, comprenant également des inexactitudes et des omissions. Le préfet a, malgré cela, redonné une autorisation, que nous avons réattaquée », s'agace un opposant.

À la suite d'une plainte du collectif Stoppons l'extension d'avel-vor, pour « mise en danger de la vie et de la santé d'autrui », le pôle régional spécialisé en matière d'atteintes à l'environnement a ouvert une enquête préliminaire, en janvier 2023. « Elle est toujours en cours », rapporte le procureur de la République de Brest.

Une frange de militants écologistes s'est-elle radicalisée ? Christophe Le Visage, vice-président d'Eau et rivières de Bretagne, opposé à l'extension de Landunvez, le dit d'emblée : « Évidemment, nous désapprouvons l'action menée contre le siège d'Evel'Up. Les nôtres se font dans le respect de la loi ».